



RENTÉE SCOLAIRE

LE CARTABLE BIEN REMPLI DU MINISTRE ATTAL

Nouvellement promu au mastodonte ministère de l'Éducation nationale, Gabriel Attal fait sa première rentrée depuis hier à La Réunion. L'occasion pour le jeune ministre macroniste d'annoncer une série de mesures en réponse aux attentes nombreuses des enseignants, des parents et des syndicats. **PAGES 2-8**

Photo : Eric Lejoyeux





Dans le cartable de Gabriel Attal, plusieurs mesures pour la rentrée

RENTRÉE SCOLAIRE. Entamant hier une visite de deux jours, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal, effectue la rentrée à La Réunion avec un discours mobilisateur et plusieurs annonces dans son cartable : une enveloppe de 28 millions pour remplacer les heures d'enseignement perdues, la création de 180 postes d'AESH, la revalorisation du salaire des enseignants.

Cela peut arriver même aux très bons élèves passés par l'École alsacienne de Paris et Science Po. Pour sa première rentrée en tant que ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal est arrivé en retard. La faute à un classique problème d'avion. Mais à peine atterri, le successeur de Pap Ndiaye a posé les bases de cette rentrée scolaire pour La Réunion et l'ensemble du territoire français avec un discours au style volontariste contenant plusieurs annonces mêlant le local et le national. "Mon action est essentiellement tournée vers la communauté éducative lors de cette ren-

trée pour qu'elle ait pleinement les moyens d'exercer son métier", a déclaré Gabriel Attal en rappelant que la rentrée représente "chaque année, un petit miracle d'organisation qui a lieu partout dans notre pays. Avec des professeurs en première ligne".

Se voulant fédérateur, le ministre a pris les devants des critiques des organisations syndicales locales et des élus de la Nupes en affirmant ne rien "ignorer des colères et des difficultés propres à cette île et à ses réalités". "Le chômage a beaucoup baissé depuis 2017 mais il reste encore trop élevé, relève-t-il. Nous combattons l'inflation mais les prix restent supérieurs à ceux de l'hexagone (+37% pour les produits alimentaires selon l'Insee en 2022)". S'agissant de l'enseignement, ce fidèle d'Emmanuel Macron insiste sur l'action entamée dès le premier septennat : "Nous avons dédoublé les classes de CP, de CE1 et de grandes sections de maternelles dans plus de la moitié des classes de la Réunion. Les premiers résultats sont là mais un quart de la jeunesse réunionnaise continue de sortir du système scolaire sans qualification. Le ministre que je suis se présente avec humilité face à ces défis avec une volonté de dialogue mais aussi avec l'énergie et la détermination à changer les choses. Pour vous, Réunionnais et Réunionnaises comme pour le pays entier, il n'y a aucune fatalité".

Entouré par la secrétaire d'État à la jeunesse et au service national universel (SNU), **Prisca Thévenot**, et le nouveau recteur de La Réunion, Pierre-François Mourier, Gabriel Attal a ensuite déroulé ses mesures prises pour l'école, "le cœur battant de toute société démocratique". A la fois à La Réunion comme pour toute la France. Une répétition de la rentrée qui aura

lieu le 4 septembre prochain dans les académies métropolitaines.

■ "MOINS D'ÉLÈVES, PLUS DE PROFESSEURS"

Première annonce du nouveau ministre, La Réunion comptera 28 enseignants supplémentaires alors que, souligne bien le ministre, sa démographie scolaire enregistre une baisse d'élèves. En tout, 217 600 de l'école au lycée, dont 99 970 dans le second degré. Gabriel Attal a voulu insister sur le taux d'encadrement des élèves. "Dans le premier degré, nous comptons en moyenne moins de 20 élèves par classe, soit 19,8, contre 21,7 dans l'Hexagone, affirme-t-il. Aucune classe de grande section de maternelle, aucune classe de CP ou de CE1 ne comptera plus de 24 élèves. C'était un engagement du président de la République et il est tenu. Dans les écoles et les collèges de zone d'éducation prioritaire (57% des élèves à la Réunion), nous poursuivrons le dédoublement des grandes sections de maternelle qui sera accompli au trois quart cette année et achevé l'année prochaine".

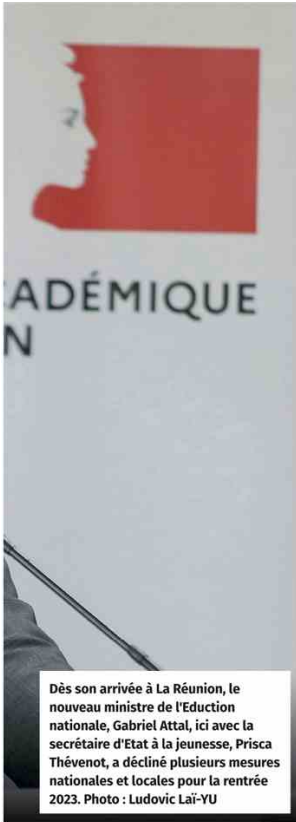
En 2023, 28 postes d'enseignants sont créés dans le premier degré à La Réunion, selon lui. "Depuis, 2018, nous aurons créé plus de 450 emplois enseignants tous degrés confondus, précise-t-il. Tous les besoins seront couverts durant cette rentrée, dans le premier comme dans le second degré. (...) Il y a moins d'élèves scolarisés et nous créons des postes supplémentaires pour renforcer les moyens et les taux d'encadrement".

■ "LES PROFESSEURS SERONT MIEUX PAYÉS"

Gabriel Attal a ensuite détaillé les promesses de l'exécutif touchant aux

et tout jeune Gabriel Attal





Dès son arrivée à La Réunion, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal, ici avec la secrétaire d'État à la jeunesse, Prisca Thévenot, a décliné plusieurs mesures nationales et locales pour la rentrée 2023. Photo : Ludovic Lai-YU

Visite ministérielle

PAR ANNAËLE DORRESSAMY

HUGUETTE BELLO S'EST ENTRETENU AVEC GABRIEL ATTAL

"L'éducation est la mère de nos priorités", évoque Huguette Bello, tout en expliquant qu'elle a pu échanger avec le ministre sur "les problèmes rencontrés ici et les réussites de notre académie". La question des mutations des enseignants du second degré dans l'Hexagone a été "prise au sérieux". Selon le nouveau ministre de l'Éducation nationale, 75% des diplômés du concours réunionnais pourront effectuer leur stage sur l'île. "On voit qu'on doit faire évoluer le système", déclare-t-il, lors de la conférence de presse qui s'est déroulée hier matin, à la Région. Pour les prochaines années, "l'objectif est de travailler sur le problème des néo-titulaires. Il faut qu'ils puissent avoir leur titularisation sur l'île", affirme Gabriel Attal. En 2025 et 2028, deux nouvelles lycées ouvriront leurs portes. D'abord, le lycée des métiers de la mer. Puis, celui des métiers du tourisme vert. Dans cette optique, des créations de postes auront lieu. "Ces ouvertures devraient permettre aux enseignants mutés dans l'Hexagone de rester sur l'île", appuie la présidente de Région.

PRISCA THEVENOT, "ENFANT DE L'OcéAN INDIEN, LA RÉUNION COMPTE BEAUCOUP POUR MOI"

Originaire de l'île Maurice, Prisca Thévenot fait sa première rentrée en tant que secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du Service National Universel (SNU). "Enfant moi-même de l'Océan Indien, c'est avec une grande émotion que je fais ma toute première rentrée des classes sur l'île", déclare-t-elle lors de la conférence de presse qui a eu lieu hier, au rectorat. La secrétaire d'État souhaite développer le SNU sur l'ensemble de l'île. "Le SNU est l'un des meilleurs exemples pour nous montrer comment bâtir la nation de demain", exprime Prisca Thévenot. Mis en place en 2019 sur l'île, et expérimenté en 2021, "183 jeunes" se sont portés volontaires pour seulement "150 places". Cette année, La Réunion dispose de "312 places disponibles" pour plus de "940 demandes de volontariat". Pour les prochaines années, l'objectif serait de répondre aux demandes, pour que le SNU puisse être accessible à tous.

salaires des enseignants. "En cette rentrée, à La Réunion comme partout en France, les professeurs seront mieux payés et mieux reconnus pour le travail admirable qu'ils font", précise le ministre. Cette augmentation de salaire est sans condition. Chaque professeur verra son salaire revalorisé sans qu'aucune mission supplémentaire soit demandée en contrepartie".

Selon Gabriel Attal, les enseignants titulaires vont tous débiter leur cartulaire au moins 3 000 euros nets par mois en tenant compte de la surémunération. "Les augmentations de salaires à La Réunion seront d'au moins 140 euros nets pour tous les enseignants, précise-t-il. Ces augmentations iront même entre 187 et 265 euros nets par mois en plus pour les enseignants pour leur première et leur dixième année de carrière, là où la nation devait réaliser un effort particulier pour donner envie à des milliers de candidats de devenir enseignants et à leur rester. Ces revalorisations étaient nécessaires. Elles sont justes".

■ LIRE, ÉCRIRE, COMPTER

Axe qui reste essentiel lors de cette rentrée : "le renforcement des savoirs fondamentaux à l'école de la République". "Beaucoup d'efforts ont déjà été réalisés, notamment en CP, CE1, CE2, met en avant Gabriel Attal. Pour la maîtrise des savoirs fondamentaux, chaque jour compte. Dès la petite section de maternelle. Les inégalités se cristallisent dès les premières années de la vie. Nous allons poursuivre le plan Maternelles qui a été engagé par l'académie : consolider l'acquisition des savoirs fondamentaux à l'entrée en CP ; mieux former nos enseignants pour appuyer les élèves en français et en mathématiques ; achever le dédoublement des classes en éducation prioritaire".

Le ministre affirme en outre vouloir développer l'accueil dès 2 ans. Avec, à La Réunion, l'ouverture

d'une très petite section à Saint-Leu et la transformation d'une autre en classe passerelle à Saint-Louis. "Nous devons amplifier ce travail en CM1 et CM2 et en 6ème, poursuit-il. Les dernières études internationales montrent que si les élèves français de CM1 sont les seuls à progresser en Europe entre 2016 et 2021, l'écart qui nous sépare des meilleurs reste encore trop important. Nous avons encore des marches à gravir. Trop d'élèves continuent à entrer au collège sans maîtriser les savoirs fondamentaux. Au niveau national, près d'un élève sur trois entre en 6ème sans maîtriser les fondamentaux : lire, écrire, compter. En mathématiques, La Réunion enregistre des résultats en dessous de la moyenne nationale. Nous pouvons et devons faire mieux. Il existe aussi un écart en Français".

■ "PAS OPPOSER L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS AVEC L'USAGE DU CRÉOLE"

Gabriel Attal assure être partisan d'une approche plurielle des langues. "Je n'oppose pas l'apprentissage du français avec l'usage du créole ou d'autres langues, considère-t-il. Je crois que le plurilinguisme est une chance pour La Réunion. L'apprentissage et l'usage du créole à l'école peut aussi être une passerelle vers l'apprentissage du français. Gabriel Attal dit être favorable à "former plus de professeurs sur l'apprentissage du créole et développer des initiatives ou tester des pistes. Comme des classes bilingues".

■ LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE

Pour lutter contre le décrochage et repérer les élèves en difficulté, le ministre de l'Éducation nationale annonce de "nouvelles évaluations sont mises en place en CM1 et 4ème". "Nous continuons à développer les stages de remise à niveau, détaille le ministre. Nous introdui-

sons en 6ème une heure de plus chaque semaine dédiée chaque semaine au soutien et à l'approfondissement en français et en mathématiques. Nous généralisons le dispositif "devoirs faits" en 6ème auquel nous dédions une enveloppe de 130 000 heures supplémentaires à La Réunion".

■ 28 MILLIONS CONTRE "LES HEURES PERDUES"

Déjà évoqué plusieurs fois depuis sa nomination rue de Grenelle, Gabriel Attal promet de "mener une bataille essentielle pour reconquérir des millions d'heures d'enseignement perdues au collège". Celles-ci sont estimées à environ 15 millions d'heures en raison de l'absence d'un enseignant non remplacé. "Si l'on met ces heures bout à bout sur la durée de sa scolarité, cela peut être un an de scolarité perdue pour un élève de zone d'éducation prioritaire", souligne le ministre. Quand on se fixe l'objectif d'élever le niveau, on ne peut accepter cette situation".

Dou l'idée de "missions supplémentaires" proposées à des enseignants pour les remplacements des professeurs absents, le Pacte Enseignant. Une mesure à laquelle s'opposent de nombreux syndicats. Gabriel Attal annoncé que La Réunion va bénéficier d'une enveloppe de 28 millions d'euros pour assurer ces remplacements. "28 millions, c'est 3% de l'enveloppe nationale du pacte Enseignant, calcule le ministre. Or La Réunion, c'est 1,8% des enseignants au niveau national. Nous mettons plus de moyens sur le Pacte Enseignant pour La Réunion que dans les autres territoires. Car nous considérons qu'il faut plus de moyens à La Réunion pour permettre aux élèves de réussir".

Selon le ministre, 15 000 heures supplémentaires ont été assurées lors de la dernière année scolaire pour pallier les absences de courtes

PIERRE-FRANÇOIS MOURIER, NOUVEAU RECTEUR DE L'ACADÉMIE

Début août, Pierre-François Mourier a été nommé recteur de notre académie. "Je ne prétends pas être Réunionnais et je ne le serai jamais, mais je viens moi aussi des îles", exprime le nouveau recteur originaire de Corse, en expliquant qu'il était sensible aux problématiques des îles. Auparavant directeur général de France Éducation International (FEI), Conseiller d'État, ancien élève de l'École normale supérieure (ENS de la rue d'Ulm) et agrégé de lettres classiques, Pierre-François Mourier a enseigné la langue et la civilisation latines à l'université de Lille 3. Il a été secrétaire de rédaction de la revue Esprit et directeur du département des sciences humaines de l'École nationale supérieure du Paysage de Versailles. À l'aube des années 2000, Pierre-François Mourier devient conseiller pour l'éducation et la culture du Président de la République. Il a également occupé les fonctions d'attaché culturel à New-York, puis entre 2007 et 2010, celle de consul général de France à San Francisco.



Originaire de Corse, Pierre-François Mourier a déclaré : "Je ne prétends pas être Réunionnais et je ne le serai jamais, mais je viens moi aussi des îles".

durées. Il souhaite "multiplier" ce chiffre par cinq.

"Je sais les critiques à l'égard de ses nouvelles missions proposées, reconnaît Gabriel Attal, mais l'objectif n'est pas de dire que si les professeurs veulent être mieux payés, ils n'ont qu'à faire des heures supplémentaires mais d'assurer l'égalité entre les élèves". Le ministre entend également "réformer l'organisation de l'Éducation nationale" : "Il n'est pas concevable que des millions d'heures de formation ou de réunions pédagogiques soient proposées aux enseignants sur leur temps de cours et que leur élève soient laissés sans solution de remplacement".

■ 180 POSTES D'AESH SUPPLÉMENTAIRES

Gabriel Attal se sait attendu à La Réunion sur le sujet des accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH). Il annonce la création de 180 postes supplémentaires. Un nombre insuffisant, selon les syndicats (lire par ailleurs). "Depuis 2017, nous avons créé plus de 600 emplois d'AESH", défend le ministre. Depuis six ans, le nombre d'AESH à La Réunion a augmenté de 73% pour rendre l'école toujours plus inclusive".

■ MESURE CONTRE LE HARCÈLEMENT SCOLAIRE

Autre mesure marquante de cette rentrée scolaire : la lutte contre le harcèlement scolaire. Deux décrets du gouvernement sont publiés aujourd'hui, a rappelé Gabriel Attal. Le premier "va permettre de changer l'élève harceleur et non plus la victime du harcèlement", fait savoir le ministre. Avec l'autre, "il va être possible de sanctionner les élèves qui font du cyber harcèlement contre un élève d'un autre établissement". Un plan interministériel sera présenté en septembre. "Il est révoltant et inacceptable que des élèves aient le matin la boule au

ventre à l'école parce qu'ils y sont harcelés et qu'ils savent que le harcèlement va continuer chez eux via les réseaux sociaux. C'est une exigence morale absolue que de lutter contre le harcèlement scolaire. Un élève qui est malheureux à l'école, il n'apprend pas ou mal. Le bonheur d'être en classe, c'est une grande priorité car elle permet de garantir l'élevation du niveau que nous souhaitons".

■ "TRANSFORMER LE LYCÉE PROFESSIONNEL"

"L'égalité des chances, c'est aussi la transformation du lycée professionnel", a également défendu Gabriel Attal en voulant en faire "une voie d'excellence pour notre jeunesse". "Il n'est pas acceptable qu'il y ait, d'un côté, tant de jeunes qui sortent du système scolaire sans qualification et sans emploi, et de l'autre, tant d'entreprises qui peinent à recruter. Dès cette rentrée, nous créons dans chaque lycée professionnel un bureau des entreprises. Nous allons rémunérer les stages effectués par les lycéens professionnels".

■ DES FINANCES POUR DES PROJETS PÉDAGOGIQUES

Enfin, le ministre de l'Éducation nationale a souhaité que cette rentrée soit "marquée par l'audace et l'innovation". Gabriel Attal évoque la "démarche inédite" avec le conseil national de la refondation (CNR) en proposant à chaque établissement de s'engager dans un projet pédagogique. "À La Réunion, 33 projets CNR ont été décidés avec un financement de l'État à hauteur de 600 000 euros, relate-t-il. 67 autres projets sont en cours d'inscription. Je le dis aux équipes pédagogiques : il reste des budgets pour financer ces projets. Saisissez-vous du CNR".

JÉRÔME TALPIN
jtalpin@jirfr